

QUEL AVENIR POUR LA GAUCHE ?

Chloé Morin, Emmanuel Rivière

28/04/2018

Quelles sont les valeurs d'électeurs de gauche déboussolés par le bouleversement de la donne politique de 2017 ? Qu'attendent-ils de la reconstruction de leur camp ? Chloé Morin, directrice de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès, et Emmanuel Rivière, CEO de Kantar Public France, analysent les résultats d'une enquête Kantar Sofres-onepoint.

« Débuter la renaissance par le fond, définir ce que nous sommes, pour ne pas toucher le fond ». Le défi que se fixe Olivier Faure, nouvellement élu à la tête du Parti socialiste, ne s'applique pas seulement à son parti. Dans la recomposition du paysage politique qu'imposent les victoires d'Emmanuel Macron et de La République en marche, c'est l'ensemble de la gauche qui est invitée à redéfinir son organisation, son projet et son rôle. L'enquête Kantar Sofres-onepoint commandée par *L'Obs* vise précisément les valeurs et les orientations attendues de la gauche par ses électeurs déboussolés, et dresse l'état des lieux préalable à cette reconstruction.

La reconstruction est d'autant plus difficile que le crédit qui est accordé aujourd'hui à l'ensemble des formations de gauche est faible. Elles n'inspirent en effet un sentiment de proximité qu'à moins d'un quart des Français – soit la même chose que pour les formations de droite, telle que mesurée en fin d'année dernière. La France insoumise, souvent présentée comme « premier opposant » au parti présidentiel, ne fait d'ailleurs pas mieux que le Parti socialiste : 22% des Français s'en sentent proches. Toutes les formations de gauche sont à ce titre largement dominées par La République en marche, qui obtient un score de 32% de Français se sentant proches de cette formation politique. Elles sont en outre fragmentées, comme les reports de voix aux dernières législatives l'avaient déjà indiqué. Ainsi, relativement peu de sympathisants de La France insoumise se disent également « proches » du Parti socialiste (34%), et peu de sympathisants du Parti socialiste déclarent se sentir « proches » de La France insoumise.

Au-delà des étiquettes politiques de gauche, manifestement dévitalisées, c'est l'image de « la gauche » qui est atteinte de manière plus profonde. Ainsi, seulement 16% des Français jugent que la gauche a des solutions aux problèmes du pays. Plus grave pour la gauche, même ses sympathisants ne croient pas que leur bord politique soit réellement porteur de solution (42%). Bien que se définissant eux-mêmes comme « de gauche », ils ne sont par ailleurs que 48% à penser

que la gauche défend bien les valeurs auxquelles ils croient (contre 21% des Français), et 57% à juger la gauche « proche des préoccupations des gens comme » eux. Il y a là un malaise qui trouve sans doute des causes beaucoup plus profondes que « l'échec » du Parti socialiste ou la « trahison » de François Hollande à laquelle on résume souvent les difficultés récentes de la gauche en France. De manière générale, il n'y a que sur la capacité à être « proche des gens » que la gauche obtient des scores supérieurs à ce qui avait été mesuré pour la droite en novembre dernier.

La crise de leadership pèse également lourdement sur cette gauche en miettes : 12% des Français, et 28% des sympathisants de gauche, jugent que la gauche a de bons dirigeants. Une crise que l'on observait déjà à droite en novembre dernier (29% des sympathisants de droite jugeaient alors que la droite avait de bons dirigeants). Le renouveau sera donc sans doute un des défis majeurs auxquels gauche comme droite seront confrontées dans les mois et années à venir, défis d'autant plus grands que les personnalités identifiées à ce stade sont tous des caciques – Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon, Martine Aubry, Christiane Taubira, François Hollande ou encore Ségolène Royal dominant le palmarès des « meilleures incarnations » de la gauche aux yeux des Français comme des sympathisants de gauche. Le nouveau patron du Parti socialiste, Olivier Faure, a quant à lui tout à construire, y compris sa notoriété : 9% des sympathisants de gauche (16% de ceux du Parti socialiste) l'identifiaient avant son élection parmi les personnalités qui incarnent la gauche.

Il existe pourtant un espace à occuper pour la gauche et ses leaders : 49% des sympathisants de gauche jugent que le gouvernement actuel est plutôt de droite, et Emmanuel Macron n'incarne la gauche qu'aux yeux d'une infime minorité de sympathisants de gauche (7%), ce qui peut ouvrir des perspectives à la gauche – pour peu qu'elle se renouvelle et s'unisse. Encore faut-il être en mesure de définir ce qu'est la gauche à l'heure où beaucoup, et pas seulement les élus de La République en marche, interrogent la pertinence du clivage gauche/droite. Vaste question, à laquelle l'examen, dans ce sondage, des priorités assignées par les interviewés – classés par proximité politique – à la France pour les années qui viennent permet d'apporter un début de réponse.

On observe en effet qu'il existe un certain nombre de priorités qui font encore l'objet d'un clivage entre gauche et droite assez net. Ainsi, alors qu'à droite et à l'extrême droite la lutte contre la délinquance et l'insécurité figure parmi les priorités (67% de citations chez Les Républicains et 68% au Front national), ce n'est une priorité que pour un gros tiers des sympathisants de gauche (36% chez les sympathisants de La France insoumise, et 38% au Parti socialiste). À l'inverse, la réduction des inégalités sociales est une priorité pour 54% des sympathisants de La France insoumise et du Parti socialiste, contre seulement 20% chez Les Républicains et 27% au Front national. La défense

des exclus est prioritaire pour un quart des sympathisants de gauche, mais pour 6% à droite et à l'extrême droite.

Surtout, on constate que gauche et droite conservent un rapport à l'économie très différent et n'ont pas la même conception de ce que doit être le rôle de l'État dans l'économie: 84% des sympathisants Les Républicains jugent qu'il faut faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté, alors que 60% des sympathisants de La France insoumise et du Parti socialiste pensent plutôt qu'il faut que l'État intervienne et les réglemente plus étroitement. Dans ce débat, les sympathisants La République en marche penchent clairement à droite (67% penchent pour donner davantage de liberté aux entreprises). Sur un grand nombre de sujets, l'ancrage plutôt à droite de l'action gouvernementale, telle que perçue par les sympathisants de gauche, correspond d'ailleurs aux opinions des sympathisants La République en Marche – ils sont ainsi proches des positions des sympathisants de droite sur de nombreux points, comme la suppression du statut des cheminots, le contrôle des chômeurs, le rôle de l'État dans l'économie...

Sur un certain nombre de sujets, il existe des divergences assez marquées au sein même de la gauche – diversité de points de vue autrefois signe de richesse, mais qui peut aussi être facteur de division. Ainsi, les sympathisants du Parti socialiste sont nettement plus enclins à approuver « le durcissement des mécanismes de contrôle et de sanction des chômeurs envers ceux qui refusent à plusieurs reprises des formations ou des emplois » que ceux de La France insoumise (53% contre 38%). Ils sont également nettement plus favorables à la suppression du statut des cheminots (42% contre 30%), ou encore à la régularisation des sans-papiers (51% contre 39%). Ils sont en revanche moins favorables à l'abrogation de la loi travail d'Emmanuel Macron (42% contre 65%), ou encore moins favorables à la légalisation du cannabis (37% contre 51%).

La gauche apparaît aussi divisée quant au rôle de l'école, quand il s'agit de dire si elle devrait avant tout instruire les élèves et leur transmettre des connaissances, ou permettre aux élèves de s'épanouir et de développer des compétences. S'agissant de la justice, s'il se dégage une majorité, c'est pour dire que les juges sont trop indulgents envers les petits délinquants. Cela confirme l'alignement des sympathisants de gauche avec ceux de droite, massivement convaincus de cet excès d'indulgence.

Avec les choix économiques et le rôle de l'État, l'immigration demeure un sujet de différenciation : si 71% des sympathisants Les Républicains et 96% de ceux du Front national souhaitent que, dans les prochaines années, on favorise en priorité le départ d'un grand nombre d'immigrés qui vivent actuellement en France (proposition dont il convient de souligner toute la dureté, car elle revient à accréditer les thèses de la « re-migration », que même le Front national de Marine Le Pen n'ose pas

proposer dans sa plateforme programmatique officielle), 52% des sympathisants de La France insoumise et 62% des sympathisants du Parti socialiste souhaitent au contraire que l'on favorise l'intégration dans notre société des immigrés qui vivent actuellement en France. Sur ce thème, les sympathisants de La République en marche sont tout à fait partagés – on retrouve là le tiraillement qui déchire la majorité parlementaire depuis la publication de la « circulaire Collomb » en décembre dernier et les débuts du débat sur la Loi immigration qui vient d'être votée.

L'examen des thèmes prioritaires assignés par chaque sensibilité politique accrédite la thèse d'une fragmentation du paysage politique. Si le chômage et le pouvoir d'achat apparaissent comme des préoccupations largement partagées dans tous les camps, il existe en effet des différences marquées entre différentes sensibilités politiques:

- les sympathisants du Parti socialiste sont nettement plus préoccupés que les autres par l'avenir des services publics (43%) et la défense des droits des immigrés (20% contre 12% chez les sympathisants de La France insoumise et 14% chez La République en marche),
- les sympathisants du Front national sont nettement moins concernés par la protection de l'environnement que les autres,
- les sympathisants de La République en marche défendent plus que tous les autres le projet européen (22% en font une priorité, contre 16% au Parti socialiste, 10% chez Les Républicains).

Or, ces divisions apparaissent plus marquées à gauche qu'à droite, ce qui représente sans doute une difficulté considérable pour la reconstruction de la gauche pour les années à venir.

Quelques lueurs d'espoir toutefois : on constate qu'il existe encore quelques grands thèmes fédérateurs pour la gauche, à partir desquels bâtir des convergences. Il s'agit par exemple de la nécessité de la hausse du pouvoir d'achat, de la réduction des inégalités, des sujets liés à la retraite ou encore à la protection sociale... Or, ces sujets relèvent par ailleurs des domaines où la gauche apparaît la moins discréditée aux yeux de l'opinion.

En outre, la forteresse macroniste n'est sans doute pas imprenable. Sur certains sujets, comme l'ISF, le droit de vote des étrangers ou encore la retraite à 60 ans, les sympathisants de La République en marche restent en effet très divisés. La dynamique Macron, qui fonde leur cohésion, n'a donc pas estompé les cultures politiques préexistantes – elle permet simplement de faire cohabiter des sensibilités de droite et de gauche, dans l'espoir du changement promis. La République en marche n'étant pas un bloc idéologique homogène, il est donc potentiellement vulnérable. Cela dit, le bloc de gauche – si l'on peut l'appeler ainsi, compte tenu de sa fragmentation

– ne peut espérer automatiquement bénéficier d'éventuelles difficultés de la majorité présidentielle, l'ère de l'alternance quasi automatique entre gauche et droite, l'échec de l'une ouvrant la voie du pouvoir à l'autre et inversement, étant révolue dans un espace politique devenu tripolaire. Pour espérer incarner l'alternance, elle devra avant tout se redéfinir, s'unir, et retrouver la confiance de ses électeurs...